



Rendez-vous Chine - 30 mai 2017

Urbanisme en Chine concepts, acteurs et projets

Intervenants :

Françoise Ged, responsable de l'Observatoire de la Chine, Cité de l'architecture et du patrimoine

Martin Minost, doctorant en anthropologie sociale et ethnologie à l'EHESS

Lély Tan, doctorante en urbanisme à l'Université d'Aix-Marseille

Martin Tzou, urbaniste basé à Pékin

Modération : **Nicolas Douay**, maître de conférences en urbanisme à l'Université Paris-Diderot

Rendez-vous organisé à l'occasion de la parution du numéro spécial de la revue *Perspectives chinoises* « Urbanisme en Chine - concepts, acteurs et projets », dirigé par Nicolas Douay

Perspectives chinoises est une revue trimestrielle interdisciplinaire, publiée par le CEFC, qui analyse les mutations du monde chinois contemporain dans leurs aspects politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle propose un regard scientifique sur les évolutions actuelles du monde chinois, dont elle se veut un outil de compréhension, une source d'analyse et d'information.

Les Rendez-vous Chine sont organisés en partenariat avec le CNRS, l'UMR Chine, Corée, Japon et l'EHESS

Introduction

Nicolas Douay : Notre discussion est centrée autour du numéro spécial de la revue *Perspectives chinoises* intitulé « Urbanisme en Chine - Concepts, acteurs et projets ». Ce dossier a pour objet les liens entre pratiques de la fabrication urbaine et transformations de la Chine contemporaine.

Les pratiques de l'aménagement sont représentatives des grandes transformations de la Chine. Dans les années 1920 et 1930, la politique de modernisation menée par les Nationalistes s'est traduite dans la matérialité des villes. Après l'arrivée des Communistes au pouvoir en 1949, sont mises en place des politiques d'aménagement influencées par les Soviétiques qui se traduisent par un urbanisme monumental et un centralisme guidé par des comités de planification. Après le Grand bond en avant, vient une longue période où l'aménagement est mis en retrait car la planification est accusée d'avoir donné lieu à des plans irréalistes. Cela dure jusqu'à la fin de la Révolution culturelle en 1976. L'ouverture progressive de la Chine à la fin des années 1970 accélère le processus d'urbanisation. La population urbaine passe ainsi de 19% de la population totale en 1980 à environ 55% actuellement. Aujourd'hui, les politiques d'aménagement tentent de réguler l'urbanisation mais, paradoxalement, en facilitent la poursuite. L'hypothèse de ce numéro spécial est qu'observer les dynamiques d'aménagement permet de comprendre les mutations contemporaines de la Chine.

L'ÉVOLUTION DES CADRES CONCEPTUELS

Nicolas Douay : Shanghai, terrain d'étude commun à tous les intervenants, n'est pas représentatif de l'ensemble de la Chine, mais permet de comprendre les dynamiques à l'œuvre. Pourriez-vous retracer ce qui vous a amené à ce terrain ? Quelles sont les images et les modes de production de l'aménagement urbain qui vous ont le plus frappé ?

Martin Tzou : Je suis architecte de formation et j'habite en Chine depuis 2004. J'ai travaillé pendant quatre ans à l'Institut d'urbanisme de l'université Tongji à Shanghai. Je suis aujourd'hui basé à Pékin où je travaille pour EDF sur la thématique de la planification énergétique dans l'urbanisme en Chine. Je ne parle cependant qu'en mon nom aujourd'hui.

Mon article dans *Perspectives Chinoises* est le fruit d'une réflexion théorique et conceptuelle assez détachée de ma pratique quotidienne. Le cadre actuel en Chine est celui du 13ème plan quinquennal qui est très ambitieux et oriente le développement chinois vers le développement durable. J'ai choisi d'aborder dans cet article un thème assez innovant dans l'urbanisme chinois : le défi d'intégrer plusieurs types de planification.

Shanghai est une ville remarquable en termes d'innovation urbaine. Le Master plan 2040 de la ville a récemment été validé par le Conseil de l'Etat. Il est frappant que ce schéma directeur soit purement conceptuel, sans plan concret. Cela montre que Shanghai se place comme un leader mondial pour l'innovation urbaine.

Martin Minost : Je suis anthropologue et je m'intéresse à la manière dont les familles chinoises habitent le quartier de Thames Town à Shanghai, quartier de style architectural anglais. J'ai coécrit l'article paru dans ce numéro spécial avec une collègue urbaniste, Camille Henriot, qui partage le même terrain.

J'ai découvert Shanghai à Paris dans une exposition à Beaubourg qui retraçait l'évolution des grandes villes contemporaines. J'ai été frappé d'y voir des photos prises à Shanghai de bâtiments construits dans un style occidental. Je me suis demandé si les familles chinoises qui vivaient dans ces quartiers cherchaient volontairement à s'occidentaliser.

Lély Tan : Je suis doctorante à l'Institut d'urbanisme d'Aix-en-Provence. Je travaille sur la caractérisation de la ville autoritaire en prenant Shanghai comme exemple. Historienne de formation, je fais une comparaison diachronique entre le Shanghai d'aujourd'hui et le Paris d'Hausmann.

Pourquoi avoir choisi Shanghai ? Je pense que la ville permet de voir de manière concentrée les problématiques que toutes les villes vont être amenées à rencontrer. Je connais Shanghai depuis 2007 et je suis frappée par le fait que Shanghai soit de plus en plus chinoise. La ville cherche à se réapproprier son passé : les friches industrielles sont par exemple réinvesties. Shanghai était une ville industrielle importante, ce qu'elle a tenté d'effacer dans les années 1990-2000. Aujourd'hui ce passé est réinvesti avec un intérêt mercantile. Il y a un retour vers le culturel, ce qui se retrouve dans le schéma directeur de Shanghai qui met l'accent sur la culture et l'écologie.

Nicolas Douay : [Martin Tzou, pouvez-vous nous parler de l'intégration des différents plans et de ce que cela nous apprend sur les pratiques concrètes ?](#)

Martin Tzou : La Chine a encore aujourd'hui une économie planifiée au sens soviétique du terme. Toute l'activité économique reste guidée par un plan quinquennal, qui inclut la planification urbaine. Le Commissariat au Plan en France qui planifiait l'aménagement de l'espace en fonction des impératifs économiques a disparu dans les années 1980. En Chine, ce type de planification continue aujourd'hui à avoir un impact très important. Il existe une sorte de « supra ministère » la NDRC (National Development and Reform Commission), la commission nationale des réformes et du développement, chargée de la planification, mais chaque ministère a une feuille de route propre dont l'urbanisme est l'une des composantes. Il y a tellement de plans qu'il est difficile d'y trouver une cohésion. Avec le développement exponentiel de l'économie, l'émission de documents encadrant la pratique administrative est aussi exponentielle.

Dans l'article que nous avons écrit avec un collègue chinois travaillant pour la NDRC et une doctorante chinoise en thèse à la Sorbonne, nous avons pris pour sujet la volonté d'intégrer ces plans qui est mise en avant depuis 2014 avec le terme duoguiheyi (多规合一, « unification des plans »). Cette volonté ne résulte pas d'une décision venue d'en haut mais découle de la pratique des professionnels et de l'administration qui peinent à intégrer des plans trop nombreux et parfois incohérents. Les espaces et les durées ne sont souvent pas en phase d'un plan à l'autre, ce qui crée des conflits, en particulier pour l'utilisation des terres. Le Guotubu (国土部), ministère en charge des ressources foncières qui avait été créé pour contrer une urbanisation trop rapide et pour protéger les terrains agricoles

et les forêts a disparu cette année et une partie de ses responsabilités a été reprise par le Ministère de la protection environnementale. Il s'agit d'un ministère récent mais à qui est attribué de plus en plus de pouvoir et qui cherche à imposer ses plans. Ainsi, alors que la compétition entre les ministères est déjà très importante, avec la prise de conscience des problèmes environnementaux, le Ministère de la protection environnementale prend de l'importance, ce qui exacerbe les tensions.

La conclusion de cet article est que cet objectif d'intégration peut ne pas fonctionner car il n'a pas force de loi. Cela n'enlève rien à son importance car la volonté d'intégrer ces plans est déjà un changement de paradigme. La Chine ayant un pouvoir centralisé très fort on peut tout de même être optimiste sur ses facultés de transformation. D'autant plus que pour le gouvernement central, imposer cette pratique peut aussi lui permettre de mieux contrôler les ministères. Il n'est donc pas seulement question d'une meilleure pratique technique mais aussi d'un jeu de pouvoir.

Nicolas Douay : Quelles sont les origines intellectuelles de ce changement ? Ne s'agit-il que de pragmatisme qui remonterait des praticiens ? Peut-on, en particulier, y voir l'influence du développement durable ?

Martin Tzou : Je pense qu'il s'agit sur ce point d'un pragmatisme opérationnel. La Chine est très ouverte sur le monde et les praticiens chinois sont très au courant des pratiques internationales. La Chine a ratifié la COP21 et il y a donc une volonté de se rattacher à des pratiques internationales actuelles influencées par le développement durable. Pourtant le tournant durable n'est pas la cause directe de ce changement institutionnel qu'est le duoguiheyi même s'il permet de mieux en intégrer les problématiques.

Nicolas Douay : Cette expérimentation qui vient du haut, par projets pilotes, ce qui leur permet d'être reproductibles, de mener une réflexion collective, est un signe de la maturité progressive de la pratique de l'urbanisme en Chine, en sortant de logiques uniquement institutionnelles ou étatiques.

Lély Tan pourrait nous présenter son terrain et nous dire comment il illustre des changements intellectuels ou conceptuels dans la pratique de l'aménagement autour de notions comme le développement durable, l'espace public ou encore la prise en compte du quartier dans la production urbaine.

Lély Tan : J'ai travaillé sur un aménagement singulier à Shanghai appelé la Gubei pedestrian promenade, situé dans un quartier excentré à l'ouest où le métro n'est arrivé que récemment. Cette promenade piétonnière et végétalisée, inaugurée en 2009, fait 700 m de longueur et à l'origine était une deux fois deux voies. Ce projet est singulier pour trois raisons. Premièrement, cet espace tranche avec le reste de la ville. La végétalisation de cet espace et les bassins construits de part et d'autre de la promenade permettent de limiter l'îlot de chaleur. La qualité des aménagements et la diversité de l'équipement permet de rendre le lieu attirant tout au long de la journée. L'espace est bordé d'immeubles résidentiels haut de gamme de vingt à vingt-cinq étages dont les rez-de-chaussée sont occupés par des commerces principalement dédiés aux services à la personne : coiffeur, manucure, restaurants, primeurs, crèches... Ces équipements en font un lieu de proximité, voire une

extension de l'espace particulier des appartements. Par ailleurs, bien qu'étant un espace de proximité, on vient aussi de l'extérieur du quartier pour fréquenter ce lieu.

L'évolution des espaces publics est due à l'influence étrangère. Dans le cas de cette promenade, le maître d'œuvre, un cabinet californien, a réussi à transformer le cahier des charges pour l'aménagement de cet espace qui était prévu à l'origine comme un espace piéton monumental. Conçu en 2007, le projet montre que la municipalité tourne progressivement le dos au monumental et à une voirie réservée à la voiture. Les autorités publiques sont conscientes de l'importance de rendre l'espace public accueillant aux piétons. Malgré le contre-exemple de la Century Avenue, aujourd'hui, les projets se font à plus petite échelle, ce qui permet de recréer des liens sociaux. Cet aménagement permet à différentes générations d'occuper l'espace, en faisant un lieu de sociabilité ce qui était rarement mis en avant dans les projets des années 1990-2000.

Gubei est un quartier riche, comparable à Neuilly, où logent beaucoup d'expatriés japonais, taiwanais et coréens. Cet exemple n'est pas facilement transposable aux quartiers plus populaires.

Nicolas Douay : Pouvez-vous nous dire quelles ont été les influences pour la réalisation de ce projet ? Comment ont circulé les idées ou les concepts ?

Lély Tan : Comme souvent en Chine, l'influence et les modèles viennent de sous-traitants, en l'occurrence le cabinet californien maître d'œuvre du projet. Le modèle qui tend à s'imposer internationalement est celui de « green city » (exemples de Vancouver ou de Manchester). Ce modèle est de plus en plus pris au sérieux par les autorités locales comme en témoignent les directives du schéma directeur de Shanghai. L'économie est mise au second plan, ce sont les besoins de la population en termes de mobilité et de vie quotidienne qui guident l'aménagement des projets.

Nicolas Douay : Passons la parole à Martin Minost au sujet du quartier très particulier sur lequel il a travaillé.

Martin Minost : Je suis d'accord avec le constat que les aménagements à petite échelle se multiplient, cependant je mettrais un bémol quant à la moindre importance de la monumentalité. A Shanghai, il y a un équilibre entre l'ouverture aux influences étrangères et un retour aux références chinoises mais aussi entre monumentalité et espaces à taille humaine.

Dans le quartier de Thames Town à Songjiang, j'ai cherché à comprendre pourquoi les habitants ont choisi ce lieu. C'est avant tout la qualité du quartier qui est mise en avant plutôt que le style anglais. Thames Town est un quartier expérimental de la ville nouvelle de Songjiang, qui elle-même s'inscrit dans un programme de développement d'une dizaine de villes nouvelles en périphérie de Shanghai, cherchant à donner une attractivité aux banlieues. Les gouvernements d'arrondissement ont été chargés d'organiser un concours pour l'aménagement de ces espaces. C'est un cabinet anglais qui a gagné la compétition pour Songjiang en 2001 ; d'autres cabinets étrangers de différents pays l'ont emporté dans les autres villes de la périphérie. L'objectif de ce concours était de faire venir des étrangers

pour leur expertise technique et afin de donner à la ville une image d'ouverture, jouant le jeu des échanges globalisés à l'occasion de l'exposition universelle de 2010. Le fait de faire appel à des cabinets étrangers est une façon de légitimer l'authenticité des styles occidentaux. La réussite de ces quartiers expérimentaux varie d'un quartier à l'autre et est plus prononcée à Songjiang que dans les autres villes nouvelles.

Questions du public

Q1 : Comment est menée la coordination des échelles de planification entre le niveau central et le niveau local ? Quelle est la place du National Urbanisation Plan (2014-2020) dans l'ensemble du corpus de planification ?

Q2 : L'influence occidentale n'est-elle pas un échec pour la Chine ? Pourquoi n'y a-t-il pas un urbanisme et un développement urbain propre à la Chine malgré la profondeur de l'histoire chinoise ?

Q3 : Le développement durable comprend aussi l'intégration de la culture au développement, pourtant on n'a pas l'impression que ces projets d'aménagement partent de la culture locale.

Q4 : Les bâtiments sont certes beaux et modernes mais font un peu « Disneyland »... Y a-t-il une place pour la culture et les beaux-arts dans ces projets ?

Q5 : Quelle portée peut-on donner aux quartiers présentés ? Il semble que ce soit des quartiers exemplaires, huppés, et propres à Shanghai. Quels sont les mots d'ordres pour les autres villes de plus petite taille et dont l'urbanisation est très rapide ?

Martin Tzou : Je trouve que les questions posées reflètent la vacuité de la question du style en Chine. Les projets présentés peuvent choquer par manque de culture mais il faut se rappeler à la fois l'importance du choc de la Révolution culturelle, le vide culturel que cela a provoqué et la recherche identitaire qui en découle, mais aussi le contexte actuel de mondialisation qui accentue l'adoption de styles étrangers. Il y a des architectes de très grand talent en Chine qui s'affranchissent de la question de style car ils se placent dans une création contemporaine. Malgré cela, la majorité des projets commerciaux adoptent des styles étrangers. La croissance urbaine prime sur la qualité. Les pays développés ont en moyenne un taux d'urbanisation de 90% alors qu'il n'est que de 55% en Chine. J'ai pris le contrepied de ce constat en parlant de changements institutionnels mais la réalité reste que les villes polluent, sont souvent mal construites et ne prennent pas en compte le patrimoine humain.

L'articulation entre central et local est l'enjeu d'une lutte de pouvoir. Les autorités centrales n'ont pas de réel contrôle direct sur les pouvoirs locaux. Le gouvernement central fixe un cadre et les localités font remonter leur interprétation de ce cadre. Les villes plus avancées ont bien plus de latitude d'interprétation. La planification n'est pas une prédiction de la réalité car le changement est bien trop rapide. Ainsi le plan 2014-2020 que vous évoquez est déjà dépassé et il faut s'intéresser au plan 2040.

LES ACTEURS DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Nicolas Douay : Martin Minost, à Thames Town, le style anglais est-il perçu comme un échec par les habitants ? Cette question ouvre la discussion sur les acteurs de l'aménagement urbain en Chine.

Martin Minost : Le style anglais du quartier que j'ai étudié n'est pas du tout perçu comme un échec par les habitants. Il y a cependant différents niveaux de réponse possibles. Au niveau des constructeurs et décideurs, il faut prendre en compte pour ce projet le contexte politique et économique, avec la volonté de donner de Shanghai l'image d'une ville internationale. Dans d'autres villes la production urbaine cherche à rappeler des bâtiments traditionnels, à Xi'an par exemple. Toutefois il y a à Songjiang des constructions qui rappellent l'architecture des lilong, caractéristique de Shanghai. Il y a donc toute sorte de références.

Q6 : Lély Tan disait tout à l'heure que Shanghai était de plus en plus chinoise. On a pourtant l'impression à entendre cette conférence que Shanghai l'est de moins en moins.

Martin Minost : Tout dépend de ce que l'on entend par « être chinois ».

Françoise Ged : Précisons que les quartiers évoqués dans notre discussion ne reflètent pas l'ensemble de Shanghai. Il faut également faire une distinction temporelle : Martin Minost présente le résultat de ce qui a été prévu il y a vingt ans alors que Martin Tzou parle du programme actuel. Il ne s'agit donc pas de la même temporalité et les mettre côte à côte ne doit pas occulter l'importante évolution des modes de penser qui a eu lieu.

La question culturelle ne joue pas tant au niveau des investisseurs qu'à celui de la planification. Or il y a une superposition des interlocuteurs et des acteurs et une rivalité entre eux : rivalité entre niveau national et provincial ou municipal. Au niveau de la municipalité de Shanghai, les rivalités sont semblables à celles que nous connaissons chez nous. Qui sont alors les défenseurs de la culture ? En grande partie des interlocuteurs chargés d'opérations pilotes sur des secteurs particuliers, comme à Gubei, ou à l'échelle de la ville.

Shanghai est une référence en Chine, En 2003, elle a été la première à mettre un plan de protection du patrimoine à l'échelle de la ville. Des groupes de pression, en particulier dans le milieu universitaire, prennent position sur cette question culturelle et interrogent sa place dans l'urbanisme. L'évolution au cours de ces vingt dernières années a été très importante. Sur la période 2000-2020 l'évolution de Shanghai est très différente de celle de Pékin ou de Chongqing, d'où la difficulté à généraliser à l'ensemble de la Chine.

Nicolas Douay : En tant que chercheur nous avons tendance à nous focaliser sur des projets particuliers, cela nous fait parfois passer à côté de ce que certains appellent la « ville ordinaire » qui correspond à la majeure partie de la production urbaine. La ville ordinaire chinoise n'est en effet pas celle de ces projets.

Martin Minost : Les habitants ne se posent pas la question d'une perte culturelle. Ils choisissent ces espaces de logement pour leurs espaces verts et par opposition avec le centre-ville plus dense et plus pollué. C'est un choix de qualité de vie et non de style architectural.

Les espaces extérieurs sont perçus comme un symbole de statut social, tandis que les pratiques et les manières de décorer les intérieurs conservent pour beaucoup des référents culturels chinois, par exemple la présence d'un autel des ancêtres ou l'habitude de réserver la meilleure chambre comme chambre d'ami pour la visite de la famille. La question d'une perte culturelle ne fait pas sens pour eux, car les habitants vivent comme ils ont toujours vécu et l'aspect extérieur n'est finalement qu'une manière de montrer sa réussite sociale.

Nicolas Douay : Lély Tan, dans le cas de Gubei, quel est le rôle des habitants ?

Lély Tan : Il faut rappeler l'importance du poids de l'histoire et du communisme dans la ville chinoise. Sous Mao, la Chine a importé l'urbanisme de l'URSS. La première loi sur l'urbanisme ne date que de 1984. Historiquement, peut-on parler de ville chinoise contemporaine ? Quand je dis que Shanghai redevient chinoise c'est que j'ai l'impression qu'elle perd le caractère anonyme des villes globales. Il y a moins d'homogénéité car on part d'éléments patrimoniaux, entre autres des friches industrielles. Est-ce qu'il y a une prise en compte des habitants ? Oui et non. La population est considérée de façon assez autoritaire et paternaliste ; on décide ce qui est bon pour elle, sans chercher à savoir si ça l'est réellement.

Françoise Ged : Sans vouloir défendre un système, on peut donner comme contre-exemple les schémas directeurs qui sont soumis par internet à la population. Il y a depuis une dizaine d'années des projets qui se font en concertation avec les habitants. Il s'agit ne s'agit que d'expériences et c'est là une des grandes difficultés de travailler sur la Chine. Ces expériences sont très souvent contradictoires. Les impératifs sont fixés au niveau national et, en sous-main, des groupes de pression instillent différentes visions et pratiques. La réalité est extraordinairement complexe.

Lély Tan : Pour abonder dans ce sens, la population a effectivement été sollicitée pour le schéma directeur 2040. Mais je considère que ce n'est que du marketing. Finalement très peu de choses ont été retenues et les évolutions viennent surtout des experts. Il y a un respect particulier pour l'expertise en Chine. La prise de conscience de l'importance de l'héritage industriel vient par exemple de l'expertise de l'Université de Tongji.

Nicolas Douay : Comme le régime est autoritaire il est illusoire de penser que la démarche participative et collaborative prime. Il y a cependant beaucoup d'expérimentations qui sont menées. A Chengdu par exemple, une partie du budget est participatif. En France, et en Occident en général, nous sommes également dans une phase expérimentale pour la participation directe de la population.

Martin Tzou : Je suis d'accord avec Lély Tan. La planification chinoise reste surtout « top-down ». Le schéma directeur pour Pékin a de très belles illustrations de la ville du futur mais il y a aujourd'hui une nouvelle vague de destruction des hutong et des petits commerces. La planification nationale est imposée à l'ensemble de la Chine quelle que soit la région et son niveau de développement. Des localités de régions très peu développées comme le Xinjiang ou le Tibet doivent ainsi adapter le même plan quinquennal national. Même les professionnels chinois sont déboussolés. La Chine est encore en phase de développement très rapide. Le contexte est donc mouvant et par ailleurs institutionnellement

changeant. Le contexte politique est aujourd'hui de nouveau plus autoritaire. En 2004, les sujets d'urbanisme avaient plus d'importance qu'actuellement. Aujourd'hui de nouveaux grands programmes sont mis en avant, comme la nouvelle Route de la soie.

Questions du public

Q7 : L'échec de la transposition de certains modèles occidentaux en Chine n'est pas le fait des concepteurs occidentaux ? Quelles sont les passerelles qui existent entre les pays et quels sont les changements ces dernières années ?

Q8 : Quels noms chinois s'imposent dans le domaine de l'urbanisme ? Les propriétaires ne s'imposent-ils pas aussi pour demander plus de culture ?

Q9 : Pour qui la planification est-elle faite ? Pour dire les choses simplement, ne s'agit-il que de planifier les quartiers chics ou alors les quartiers populaires connaissent-ils le même traitement ? Traite-t-on de la population ou plutôt du quartier ? La planification est-elle réalisée sur une trame existante ou sur des terrains vierges ?

Q10 : Il y a eu un changement d'attitude et intérêt chez les étudiants chinois au sujet de différentes questions liées à l'urbanisme. Le rapport à la ville ancienne et à la densification sont de plus en plus présents dans les thématiques de thèse des étudiants que j'encadre.

Les « gated communities » sont très présentes, en particulier dans les villes nouvelles. Pourtant, on n'a pas l'impression d'une forte insécurité nécessitant une protection de ce type comme au Brésil ou aux Etats-Unis. Y a-t-il une peur de la population ou s'agit-il d'un effet de la mondialisation ? N'y a-t-il pas eu récemment un article de loi qui met un terme à la construction des gated communities ?

Q11 : Parler de nouveauté au sujet de l'urbanisme en Chine peut laisser songeur. L'urbanisme comme concept occidental, peut à la limite, être considéré comme quelque chose de neuf mais l'urbanisme est très ancré historiquement en Chine. Les grandes villes chinoises ne sont pas nouvelles. Pékin, Yangzhou, Nankin ont été fondées il y a plusieurs centaines d'années. Pourquoi alors n'apprendre que de l'occident plutôt que se reposer sur des traditions chinoises existantes ?

Q12 : Quels sont les modes de montage opérationnels des projets urbains ? Y a-t-il un aménageur public ? Une société d'économie mixte ?

Q13 : Vous montrez que la Chine s'inspire beaucoup de normes et de concepts occidentaux pour produire ce qu'on appelle les nouvelles villes globales. Peut-on tirer des leçons depuis l'Occident des exemples chinois en termes de planification urbaine ? Quelles solutions et réponses peuvent apporter la Chine ?

Nicolas Douay : Je propose que Martin Tzou réponde à la question sur la responsabilité des concepteurs occidentaux et aux noms chinois qui s'imposent dans la pratique actuelle.

Martin Tzou : La responsabilité des concepteurs est très grande, or les concepteurs occidentaux n'ont pas toujours eu en Chine des pratiques architecturales éthiquement exemplaires, comme en témoigne l'Avenue du Siècle à Pudong à Shanghai dessinée par un architecte Français de renom, mais longtemps critiquée par les architectes locaux pour son échelle hors norme. Considérant la Chine comme un vaste terrain d'expérimentation, les architectes étrangers donnent souvent l'impression de faire fi de l'existant, travaillant pour des projets qui provoquent la destruction de quartiers anciens. Mais cela doit être tempéré par le fait que ce sont les «clients chinois» qui fixent les règles aussi, les architectes ne répondant qu'à des demandes, qui elles sont à l'origine du désastre architectural et patrimonial... Il convient de noter des améliorations ces dernières années, le niveau d'exigence de ces mêmes «clients chinois» pour des espaces publics de qualité est de plus en plus élevé, même dans les villes moyennes.

Quels sont les noms chinois qui s'imposent ? Le prix Pritzker international a été attribué en 2012 à Wang Shu qui s'affranchit, comme d'autres architectes chinois, de l'opposition entre tradition et modernité avec une inscription entièrement contemporaine. Wang Shu réutilise des matériaux de construction, des briques de quartiers détruits, pour faire un musée dans la même ville.

Rappelons qu'il n'y a pas de propriété foncière privée et individuelle en Chine. Cela explique en partie le fait que les villes chinoises se ressemblent toutes, au delà de règles d'urbanisme rigides, modernistes et quasi-uniformes sur toute la Chine. Les terrains sont découpés et vendus à des promoteurs qui cèdent des droits d'usage aux propriétaires des logements. On ne peut donc pas dessiner sa maison comme on veut, tout est acheté sur plan. Il n'y donc pas un contexte de création architecturale encourageant la diversité formelle, et cela découle du contexte de propriété foncière qui favorise l'unité architecturale, phénomène amplifié par la spéculation immobilière.

Nicolas Douay : Demandons à Martin Minost ce qu'il pense des gated communities et pour qui est réalisée la planification.

Martin Minost : Au sujet de la planification, les projets menés sont beaucoup pensés pour les couches sociales aisées. Le maître mot en Chine reste la vitesse, y compris pour les projets d'aménagement. Il faut que le retour sur investissement soit rapide à la fois pour les promoteurs et pour les autorités locales. Dans ce contexte, ce qui marche ce sont les copies de quartiers plutôt luxueux. La production de logements sociaux reste très marginale. Dans le quartier que j'ai étudié, il y a des cas ponctuels de sous-location. J'ai ainsi logé dans une maison mitoyenne partagée entre six colocataires.

La question des gated communities est assez compliquée. Il y a une hiérarchie entre les quartiers très luxueux entourés de barbelés et avec des caméras de surveillances et les zones qui ne sont que cloisonnées. Il faut remettre cela dans le contexte chinois et rappeler l'importance traditionnelle des murs. Wu Fulong a étudié les différents types de gated communities. Il existe premièrement le modèle américain basé sur la sécurité qui n'est pas le modèle principal en Chine. Le deuxième type, plus proche du cas chinois est la gated

community comme club de riches qui se retrouvent autour d'un style de vie, d'où le terme de lifestyle communities. Les quartiers américains de Orange County et de Palm Spring ont été copiés à Pékin et à Chongqing et la sécurité n'est qu'une partie d'un ensemble qui a été copié. Il s'agit plus de marketing basé sur un style de vie qu'autour de la question de l'insécurité.

Nicolas Douay : Qui est aux commandes de la production urbaine en termes de montage opérationnel ?

Lély Tan : C'est toujours l'État. Le district dans lequel le projet de Gubei se situe a créé une structure parapublique qui s'est associée avec une société hongkongaise au sein d'une nouvelle structure chargée de l'aménagement du projet. Cette structure a ensuite engagé comme maître d'œuvre un cabinet californien. La plupart des projets que j'ai étudiés ces dix dernières années à Shanghai suivent ce même montage. Le dernier mot reste tout de même à la puissance publique.

Nicolas Douay : Je laisse Françoise Ged répondre à la question piège du patrimoine en Chine.

Françoise Ged : Le patrimoine, comme le logement, est devenu un bien marchand. Toute construction en Chine est avant tout un moteur financier. Par ailleurs, vivre dans des murs enclos et l'allotissement de la ville font partie d'une tradition chinoise. Une autre tradition en Chine est d'avoir des écrivains qui décrivent la ville et la société. Je ne peux que recommander la Chronique de Zhalie de Yan Lianke qui décrit tout ce que nous avons évoqué aujourd'hui à travers la transformation d'un village en bourg puis en district. Ce processus est décrit par une plume riche en images et a été remarquablement traduit par Sylvie Gentil, disparue le mois dernier.

Compte-rendu établi par Emmanuel Caron, doctorant au Centre Chine Corée Japon.